

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1008^e
 SÉANCE**

Mercredi 8 décembre 1965,
 à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite)</i>	323
<i>Organisation des travaux de la Commission . . .</i>	326

Président: M. Pierre FORTHOMME
 (Belgique).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) [A/5838, A/5852, A/5870/Rev.1, A/5886, A/6003/Add.1, A/6023 et Add.1 à 3; A/C.2/L.829, L.833 et Add.1 à 3, L.836/Rev.1]

1. M. WOULBROUN (Belgique) dit que, le mécanisme structural de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ayant été mis en place, les procédures de la Conférence doivent être clairement arrêtées de telle sorte qu'un cadre technique et juridique puisse être établi pour l'avenir. Le moment est venu pour la Conférence de décider si elle se bornera à des discussions théoriques ou si elle deviendra une organisation efficace capable de définir des problèmes précis en vue de négociations et de résultats pratiques.

2. M. Woulbroun approuve entièrement l'optique réaliste dans laquelle le Secrétaire général de la Conférence a abordé les problèmes pratiques, au cours de sa déclaration liminaire (1001^{ème} séance). Les négociations relatives aux produits de base montreront réellement si la Conférence est capable de favoriser l'accord sur des questions précises. M. Woulbroun a pris note des vues encourageantes du Secrétaire général concernant le cacao, et il tient à l'assurer que la Belgique aura, sur le plan politique, la volonté d'aboutir à un accord. En ce qui concerne le sucre, la situation est beaucoup moins satisfaisante et la suggestion du Secrétaire général de constituer un groupe de travail restreint pour étudier les problèmes est judicieuse.

3. Plusieurs idées importantes se dégagent des discussions sur la politique commerciale. La première est que, dans l'élaboration de cette politique, il faut tenir compte des différences entre les pays du point de vue du niveau de développement économique. La deuxième est que les réductions tarifaires en faveur des pays en voie de développement constituent une pratique désormais admise. La troisième est que le principe de la non-réciprocité a été établi. Enfin,

le commerce entre pays en voie de développement doit être libéralisé et développé. En ce qui concerne les deux dernières idées, étant donné le désir des pays en voie de développement de trouver des débouchés pour leurs marchandises dans les pays industrialisés, il arrive qu'on perde de vue l'objectif essentiel. L'industrialisation ne signifie pas simplement la production de biens d'exportation; elle implique également l'élévation du niveau de vie du producteur. A la Conférence, il y a eu des divergences de vues quant à l'application automatique des préférences aux pays en voie de développement. A cet égard, les propositions présentées par la Belgique à la Conférence et connues sous le nom de "plan Brasseur"^{1/} ne constituent pas une formule monolithique, devant être rejetée ou acceptée en bloc. Les idées qu'elles contiennent peuvent être améliorées et doivent être discutées. La délégation belge estime que l'octroi de préférences temporaires ne représente une solution valable que si les préférences sont adaptées à chaque cas d'espèce et aux conditions qui existent sur les marchés d'importation. Elles produiront leur effet maximum si le développement est conçu dans le contexte d'organisations régionales de pays en voie de développement. Un plan commercial d'ensemble pour tous les pays et produits n'est certes pas sans attrait, mais l'expérience a montré que, dans un domaine aussi technique et complexe, seuls des accords négociés dans le respect total de la souveraineté de toutes les parties peuvent donner d'utiles résultats. Ces accords peuvent être bilatéraux ou multilatéraux et leurs dispositions peuvent être de caractère général s'ils intéressent un produit donné.

4. La Belgique a adhéré à la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral. Pourtant, l'expérience de la Communauté économique européenne a montré qu'il est extrêmement difficile d'arriver à un accord même sur l'abandon partiel de la souveraineté. La Conférence manquerait de réalisme si elle essayait de trouver une formule magique; sa tâche essentielle est de définir des problèmes précis, de surmonter les difficultés techniques et de préparer le terrain pour des négociations.

5. M. LUBBERS (Pays-Bas) appuiera le projet de résolution sur le commerce de transit des pays sans littoral (A/C.2/L.836/Rev.1) qui, dans l'ensemble, lui semble très utile. Le membre de phrase "et qu'elle est un premier pas vers la normalisation du commerce de transit de ces pays", figurant à la fin du quatrième alinéa du préambule, a un caractère trop général, car il y a déjà un certain nombre de

^{1/} Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. II: Déclarations de principes (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.12), troisième partie.

pays sans littoral dont le commerce est normalisé; c'est le cas, par exemple, de certains pays européens. Par ailleurs, en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, les huit principes adoptés par la Conférence ont déjà été réaffirmés dans le préambule de la Convention elle-même. M. Lubbers suggère de supprimer le membre de phrase "conformément à l'esprit de la Convention" ou les mots "l'esprit de".

6. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) rappelle que la Commission a initialement décidé de convoquer une conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement parce que de nombreux membres de la Commission estimaient que celle-ci ne pouvait pas s'attaquer à des problèmes urgents, en raison d'un ordre du jour déjà surchargé. Il incombe maintenant à la Conférence, en tant qu'organe permanent, d'arrêter les grandes lignes des travaux, le rôle du Conseil étant d'appliquer ces directives et de superviser ses organes subsidiaires. Tant la Conférence que le Conseil font rapport à l'Assemblée générale, et la Commission doit par conséquent faire connaître ses vues concernant leurs travaux. A la session en cours, les commentaires sont restés assez superficiels. Le Conseil s'est maintenant organisé; il a choisi, aux fins d'examen, des questions de caractère prioritaire. Les Commissions techniques du Conseil, si elles suivent l'exemple de ce dernier, pourront engager les travaux dans la voie de négociations détaillées, ce qui est le seul moyen d'obtenir des engagements précis.

7. Quant à la possibilité d'aboutir à des accords sur des produits de base, la délégation britannique, si elle ne se rallie pas dans ses moindres détails à l'analyse faite par le Secrétaire général de la Conférence, convient néanmoins qu'on peut raisonnablement espérer la conclusion d'un accord sur le cacao, à condition que les producteurs reconnaissent les aspects auxquels les consommateurs attachent le plus d'importance et vice versa. Moyennant de la bonne volonté et de la compréhension, les problèmes peuvent être surmontés.

8. Sir Keith Unwin espère que, dans son impatience à voir les résultats, la Commission ne commettra pas l'erreur d'essayer de faire le travail de la Conférence à sa place. De plus, il importe de reconnaître et de préserver ce que le Conseil a déjà fait et décidé. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que le Conseil avait reconnu la valeur de solutions arrêtées d'un commun accord, auxquelles tous les pays puissent souscrire. Les décisions récentes de la Commission montrent qu'elle aussi admet ce principe. Quand le Conseil, faute de temps, ne peut discuter telle ou telle question que la Conférence lui a renvoyée, la Commission ne doit pas essayer de les régler elle-même à l'échelon plus élevé. Un élément encourageant a été l'entente qui s'est faite au Conseil concernant le lieu du siège permanent de la Conférence. Cette décision doit être approuvée à l'unanimité, de façon que le Secrétaire général puisse mener à bien les arrangements d'ordre structural et poursuivre les préparatifs pour la prochaine session de la Conférence.

9. Le projet de résolution A/C.2/L.833 mentionne des recommandations de la Conférence et une réso-

lution du Conseil. L'Assemblée générale doit certes adopter une résolution confirmant les décisions du Conseil pour que les travaux de ce dernier puissent se poursuivre dans heurt, mais la résolution de l'Assemblée doit suivre de près le libellé de la décision initiale si l'on veut éviter de rouvrir la discussion sur des questions déjà réglées.

10. La délégation britannique votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.836/Rev.1, puisque le paragraphe 2 du dispositif en a été remanié. Elle souhaiterait toutefois que les auteurs précisent le sens qu'ils donnent au paragraphe 3 du dispositif. Sir Keith Unwin ne voit pas clairement comment le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de la Conférence pourraient s'inspirer de la résolution qui sera adoptée pour aider les pays sans littoral.

11. M. BELEOKEN (Cameroun) dit que le Cameroun appuie le projet de résolution A/C.2/L.836/Rev.1, car il s'est toujours efforcé de favoriser le commerce de tous les pays, qu'ils aient ou non accès à la mer. Le Cameroun a participé activement aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral et a été l'un des premiers à signer la Convention. M. Beleoken espère donc que tous les Etats Membres signeront la Convention de façon qu'elle puisse entrer en vigueur aussitôt que possible. Son pays accorde déjà le maximum de facilités à ses voisins sans littoral et souhaiterait devenir coauteur du projet de résolution.

12. M. KARIM (Afghanistan), parlant au nom des auteurs, suggère, en réponse aux observations du représentant des Pays-Bas, d'ajouter le mot "tous" devant les mots "ces pays", à la fin du quatrième alinéa du préambule. Il accepte par ailleurs la suppression des mots "conformément à l'esprit de la Convention", au paragraphe 1 du dispositif. En ce qui concerne l'observation du représentant du Royaume-Uni, la demande contenue au paragraphe 3 du dispositif n'a rien de nouveau puisqu'elle a déjà été formulée dans un projet de résolution (TD/TRANSIT/L.96/Rev.1) présenté par l'Afghanistan, que la Conférence sur le commerce de transit des pays sans littoral a adopté à l'unanimité.

Par 77 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution (A/C.2/L.836/Rev.1), tel qu'il a été modifié, est adopté.

13. M. RENAUD (France) dit que, à la Conférence sur le commerce de transit, sa délégation a formulé des réserves quant aux résultats atteints. D'autre part, la France n'a pas adhéré à la Convention. Etant donné ces réserves, qui intéressent particulièrement le paragraphe 2 du dispositif, elle s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution.

14. M. REISCH (Autriche) dit que son pays a pleinement appuyé les travaux préparatoires en vue de la Convention et la Convention elle-même; il a donc voté en faveur du projet de résolution. La délégation autrichienne s'associe aux observations du représentant des Pays-Bas concernant les mots "tous ces pays", contenus dans le dernier alinéa du préambule, tel qu'il a été modifié, attendu que l'Autriche n'a

aucun problème touchant le commerce de transit avec les pays voisins.

15. M. ALLANA (Pakistan) précise que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, pour des raisons qu'elle a précisées à la Conférence sur le commerce de transit. La plus importante de ses réserves concerne le paragraphe 2 du dispositif.

16. M. DJOUDI (Algérie) indique que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que l'adoption du projet de résolution par la Commission ne peut en aucune façon impliquer une quelconque obligation à l'égard de certaines autorités gouvernementales dont l'existence même est la négation du droit international et découle soit de l'usurpation de droits territoriaux, soit de l'instauration d'un règne de terreur.

17. M. Saad KHALIL (République arabe unie) dit qu'en principe sa délégation appuie pleinement le projet de résolution, mais qu'elle s'est abstenue lors du vote parce que le paragraphe 2 du dispositif, notamment, n'indique pas de façon suffisamment claire dans quelle mesure le projet de résolution pourrait lier les gouvernements qui continuent d'étudier la Convention et n'ont pas encore décidé s'ils la signeront; en outre, il ne fait aucune mention des réserves que les gouvernements pourraient faire.

18. Le Gouvernement de la République arabe unie, pour sa part, fait des réserves concernant le commerce de la zone occupée de Palestine avec toutes les régions environnantes. C'est pour cette raison que, tout en approuvant le principe, la délégation de la République arabe unie s'est abstenue.

19. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution parce que ce dernier servira la cause des pays sans littoral. En tant qu'Etat de transit, l'Union soviétique a toujours eu présents à l'esprit les intérêts de ses voisins privés d'accès à la mer et est prête à tout moment à examiner des propositions en vue d'améliorer leur situation. Les pays socialistes ont pris une part active à l'élaboration de la Convention et estiment que le projet de résolution est utile et nécessaire.

20. M. DELGADO (Sénégal) indique que, pour des raisons indépendantes de sa volonté, il était absent au moment du vote mais que, s'il avait été présent, il se serait abstenu. M. Delgado ne s'oppose pas au texte quant au fond, mais il n'estime pas que l'Assemblée générale soit habilitée à inviter les Etats à signer la Convention d'ici à une date donnée. C'est là une question qu'il appartient aux gouvernements de trancher eux-mêmes.

21. M. PETERS (Dahomey) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote, non pas parce qu'elle refuse de coopérer à une action en faveur des pays sans littoral, mais en raison des réserves qu'elle a formulées à la Conférence sur le commerce de transit et aussi des difficultés juridiques qu'implique le paragraphe 2 du dispositif.

22. M. SOLANÓ LOPEZ (Paraguay) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce que le Paraguay, en tant que pays sans littoral, appuie résolument toute mesure propre à déterminer les principes, les règles et les facilités qui de-

vraient permettre aux pays sans littoral de surmonter les désavantages de leur situation géographique. S'il n'en avait pas été empêché faute de temps, le Paraguay aurait été heureux d'être au nombre des auteurs du projet.

23. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) précise que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution afin d'indiquer qu'elle appuie la Convention. M. Blau éprouve néanmoins certains doutes quant au sens exact des mots "et qu'elle est un premier pas vers la normalisation du commerce de transit de tous ces pays", figurant au dernier alinéa du préambule, et ne peut accepter aucun engagement concernant les mesures futures auxquelles pensent les auteurs. Il n'y a pas trace de ce membre de phrase dans la Convention elle-même et il paraît peu judicieux d'inclure, dans le projet de résolution, des conclusions différentes de celles auxquelles est arrivée la Conférence sur le commerce de transit.

24. La délégation des Etats-Unis doit aussi formuler des réserves concernant le paragraphe 3 du dispositif. On voit mal ce que le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de la Conférence peuvent faire si ce n'est appliquer les dispositions de la Charte des Nations Unies et suivre les directives de l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies. C'est ainsi, en particulier, que le Secrétaire général de la Conférence ne peut prêter son assistance en vue du règlement de différends politiques et que la fourniture d'assistance technique relève d'autres services du Secrétariat.

25. M. AL-GAILANI (Irak) déclare que sa délégation approuve le projet de résolution en principe, mais qu'elle s'est abstenue lors du vote, faute d'instructions.

26. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) a voté pour le projet de résolution parce que le Royaume-Uni, en tant que pays commerçant, s'intéresse aux échanges avec les pays sans littoral et croit que la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral permettra l'élimination des difficultés d'ordre pratique. Cependant, son vote n'implique aucun engagement de la part du Royaume-Uni en ce qui concerne la signature de la Convention. Le texte est examiné par les autorités britanniques, qui n'ont pas encore pris de décision à son sujet.

27. M. BRADLEY (Argentine) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce que l'Argentine, en tant que pays de transit, a toujours défendu les intérêts de ses deux voisins sans littoral et a joué un rôle actif dans l'élaboration de la Convention.

28. M. HEWITSON (Afrique du Sud) déclare qu'il a voté pour le projet de résolution mais désire formuler une réserve au sujet du paragraphe 2 du dispositif et, en particulier, au sujet de la date limite prévue dans ce paragraphe.

29. M. PARDO (Malte) déclare que le vote de sa délégation en faveur du projet de résolution représente un geste de sympathie à l'égard des pays sans littoral; il pense par ailleurs que la Convention est à l'avantage à la fois des pays sans littoral et des pays de transit. Cependant, il doute fort que la date limite fixée au paragraphe 2 du dispositif soit judicieuse ou même juridiquement valable.

30. M. RAMACHANDRAN (Inde) a voté pour le projet de résolution en raison du vif intérêt que son pays porte aux problèmes des pays sans littoral et parce que l'Inde a participé, dans cet esprit, à la rédaction du projet de convention. Mais sa délégation éprouve elle aussi quelques difficultés concernant la date limite fixée au paragraphe 2 du dispositif.

31. M. OSANYA NYINEQUE (Kenya) dit qu'il a voté pour le projet de résolution parce que le Kenya, en tant que pays de transit, est pleinement conscient des intérêts des pays sans littoral. Il est indispensable de maintenir un équilibre entre les droits des pays sans littoral et ceux des pays de transit.

32. Le représentant du Kenya s'associe aux réserves faites par la délégation des Etats-Unis au sujet du paragraphe 3 du dispositif et tient à souligner que le vote affirmatif de sa délégation ne signifie pas que le Kenya s'engage à signer la Convention d'ici au 31 décembre 1965.

33. M. INGRAM (Australie) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution mais que cela n'implique aucun engagement d'adhérer à la Convention.

34. M. TARDOS (Hongrie) explique que, s'il a voté pour le projet de résolution, c'est pour exprimer son appui aux principes qu'il renferme. Les réserves formulées par la Hongrie à la Conférence sur le commerce de transit n'en restent pas moins valables et ce pays ne peut prendre aucun engagement concernant le paragraphe 2 du dispositif.

35. M. RAPHAEL (Venezuela) dit que le vote favorable de sa délégation doit être interprété comme une adhésion aux principes contenus dans le projet de résolution, mais que son gouvernement ne peut s'engager à terminer l'étude de la Convention et à signer cette dernière d'ici au 31 décembre 1965.

36. M. TIGOUÉ (Togo) déclare qu'il a voté pour le projet de résolution par sympathie pour les pays sans littoral mais qu'à son avis il est peu judicieux de fixer la date limite indiquée au paragraphe 2 du dispositif.

37. M. WOULBROUN (Belgique) fait également des réserves au sujet du paragraphe 2 du dispositif, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution dans son ensemble. Il espère que les auteurs du projet modifieront le libellé de ce paragraphe avant que le texte soit soumis à l'Assemblée générale. Ils pourraient notamment remplacer le mot "Demande" par les mots "Exprime l'espoir".

38. M. GONZALEZ MACHADO (République Dominicaine) fait des réserves à propos du paragraphe 2 du dispositif, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution par sympathie pour les pays privés d'un accès à la mer.

39. M. KONE (Haute-Volta) exprime l'espoir qu'on trouvera un moyen de repousser la date limite fixée au paragraphe 2 du dispositif.

40. M. ABIOLA (Nigéria) dit que sa délégation s'est abstenue parce qu'elle a de sérieuses objections à élever contre les mots "et qu'elle est un premier pas vers la normalisation du commerce de transit de tous ces pays", figurant à la fin du dernier alinéa

du préambule, et parce qu'une interprétation libérale du texte pourrait en étendre l'application au régime des oppresseurs de la Rhodésie du Sud. Il espère que des modifications seront apportées à ce texte avant sa mise aux voix en séance plénière.

41. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) dit qu'il appuie les principes contenus dans le projet de résolution et a émis un vote affirmatif, mais il formule des réserves au sujet de la date limite indiquée au paragraphe 2 du dispositif.

42. Le PRESIDENT demande au Directeur de la Division des questions juridiques générales d'éclairer la Commission sur les incidences juridiques de la demande figurant au paragraphe 2 du dispositif.

43. M. SCHACHTER (Secrétariat) indique que la date d'ici à laquelle les pays sont priés, au paragraphe 2 du dispositif, de signer la Convention n'a pas été choisie arbitrairement par les auteurs du projet de résolution: le 31 décembre 1965 a été, conformément à la pratique normale, indiqué dans la Convention même comme étant la date limite pour la signature. Il est loisible aux Etats d'adhérer plus tard à la Convention.

44. M. VENEGAS (Colombie) dit que, s'il avait été présent lors du vote, il aurait voté pour le projet, en formulant lui aussi les réserves faites par un certain nombre de délégations au sujet du paragraphe 2 du dispositif.

45. M. BARIGYE (Ouganda), exerçant son droit de réponse, déclare que la présence de sa délégation parmi les auteurs du projet de résolution doit être interprétée non pas comme un signe de mécontentement à l'égard des facilités de transit accordées à son pays par les Etats voisins d'Afrique orientale, mais bien comme l'expression du désir qu'à l'Ouganda de voir étendre à d'autres pays les excellents arrangements dont il bénéficie.

46. M. SUAREZ (Philippines) déclare que le vote favorable de sa délégation n'implique aucun engagement de signer la Convention ou d'y adhérer d'ici à une date donnée.

47. M. CHAVEZ (El Salvador) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution mais qu'elle fait des réserves quant à la date limite précisée au paragraphe 2 du dispositif.

Organisation des travaux de la Commission

48. Le PRESIDENT demande à la Commission de décider dans quel ordre elle désire examiner le point 44 (Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement), le point 45 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles) et le point 46 (Accroissement démographique et développement économique) de l'ordre du jour. Il souligne que l'ordre dans lequel ces points apparaissent dans sa note (A/C.2/L.791) n'implique aucun rang de priorité et que la journée du vendredi 10 décembre tout entière devra être réservée à l'examen du point 52 (Programme alimentaire mondial). Il convient également de rappeler que la Commission n'a pas terminé l'examen du point 37, qu'elle n'a pas encore abordé celui du point 100 et que des projets de résolution ont été présentés pour les points 44, 45 et 96.

49. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), qu'appuient M. BARIGYE (Ouganda) et M. BLUSZTAJN (Pologne), dit que les travaux pourraient être accélérés si un représentant des auteurs de chacun des projets de résolution intéressant les points 44, 45 et 46 présentait le projet de résolution en question avant qu'une décision soit prise concernant l'ordre dans lequel ils seront discutés.

50. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni), qu'appuient M. RAMACHANDRAN (Inde), M. FORSHELL (Suède), Mme WRIGHT (Danemark) et M. MWIINGA (Zambie), propose d'examiner d'abord les points 44 et 46. Le point 46 est particulièrement important, car il offre la possibilité de prendre en matière démographique une décision susceptible de contribuer grandement au développement économique.

51. M. BRADLEY (Argentine), appuyé par M. O HEIDEAIN (Irlande), est d'avis que la Commission pour-

rait aller plus vite en abordant d'abord l'examen du point 44, qui ne prête pas à controverse.

52. M. ATTOUNGBRE (Côte-d'Ivoire) pense que le Président devrait suggérer un ordre de priorité sur lequel la Commission pourrait voter, si elle le désirait.

53. M. KANO (Nigéria), M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) et M. VIAUD (France) partagent cette opinion.

54. M. TELL (Jordanie) propose que la Commission examine les points suivant l'ordre dans lequel ils apparaissent dans la note du Président (A/C.2/L.791).

55. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) propose de lever la séance.

Par 50 voix contre 8, avec 14 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 13 h 30.

